

Le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier) a parlé des réalisations du gouvernement libéral et de son apport financier et autre à l'instruction des jeunes. Les députés de ce côté-ci de la Chambre refusent catégoriquement de croire que la solution à chaque problème qui se pose au Canada est de prévoir de nouvelles dépenses. La consultation dont le député a parlé est indispensable si nous voulons dresser des plans qui donneront des résultats, notamment quand nous songeons aux ressources limitées à notre disposition.

[Français]

Alors, monsieur le Président, quand on parle d'un sens d'urgence, il est essentiel de noter que les Canadiens l'ont déjà ce sens d'urgence, que les jeunes Canadiens, en particulier, le comprennent très bien.

Et quand on parle, monsieur le Président, du record d'un gouvernement libéral depuis quantité d'années, nous de ce côté-ci, nous n'avons pas à nous inquiéter de ce record, parce que dans six mois nous avons déjà fait beaucoup plus de consultation qu'eux durant tout leur mandat.

[Traduction]

En tant que gouvernement, nous sommes fermement décidés à relever les défis que nous pose cette situation. Les consultations qui ont eu lieu au cours des six derniers mois ont prouvé que cette détermination est partagée par tous les Canadiens et que l'esprit de collaboration est réel et tangible. J'ai assisté à la Conférence des premiers ministres à Regina. Lorsque je suis revenu dans ma circonscription, j'ai été interpellé par des centaines de Canadiens qui n'ont pas cessé de me répéter combien il était agréable de travailler avec un gouvernement qui se préoccupait véritablement de ce que les Canadiens avaient à dire. Ce n'est pas un gouvernement qui dépense plus d'argent, c'est un gouvernement qui demande aux Canadiens ce qui, à leurs avis, devrait être fait et qui partage la responsabilité avec eux.

Cet engagement de la part des Canadiens au cours des six derniers mois est extraordinaire, mais essentiel. Les Canadiens prouvent que, si on le leur demande, ils sont heureux de collaborer. Cet esprit de collaboration est réel et tangible. Tous les députés s'en aperçoivent régulièrement. Le gouvernement essaie de donner aux Canadiens les possibilités réelles de formation et d'emploi dont ils auront besoin dans une économie forte et concurrentielle.

La résolution parle de consultation et de formation. C'est important, mais nous devons parler également d'une économie forte et concurrentielle. Il n'y a qu'une chose qui aidera les Canadiens plus encore qu'une meilleure formation, c'est une économie qui fournisse des emplois. Les efforts que le gouvernement a fait font partie d'un effort national collectif auquel participent le gouvernement fédéral, les provinces et le secteur privé.

En décembre 1984, on a publié un document d'étude sur la formation. Depuis, des groupes et des particuliers de tout le pays font part de leur opinion au gouvernement sur cette question critique de la formation et du recyclage. Il est incroyable de voir que, lorsque l'on demande aux gens leur opinion, ils la donnent sans hésiter. Maintenant qu'on la leur demande, les Canadiens répondent en grand nombre. Les consultations qui ont eu lieu ont montré qu'une méthode complètement nouvelle était nécessaire dans le domaine de l'aide fédérale à la formation et à la création d'emplois. Nous devons faire en sorte que

Haute technologie—Formation

les compétences correspondent à la demande de l'avenir et non aux besoins du passé. Nos ressources doivent être utilisées efficacement pour que les jeunes, et tous les Canadiens, profitent d'une formation qui répondra aux besoins de l'économie et d'une technologie en constante évolution.

La nouvelle stratégie du marché du travail qui a été annoncée lors de la Conférence des premiers ministres à Regina répondra à ces nouveaux objectifs et permettra de s'attaquer de façon plus positive et plus structurée à la formation au travail.

[Français]

Monsieur le Président, les initiatives du gouvernement fédéral feront partie d'un effort collectif et, par elles, la nature des programmes répondra aux besoins des régions de la population active. Nous misons sur la flexibilité. L'équilibre entre les programmes sera établi en fonction des besoins régionaux. Cela diffère des démarches centralisées du passé. Nous unissons nos efforts et partagerons la responsabilité dans le but de créer un climat économique qui saura stimuler l'investissement et la création d'emplois de longue durée pour tous les Canadiens.

[Traduction]

Même si les programmes visent tous les secteurs du marché du travail canadien, des efforts particuliers seront faits pour encourager les femmes à pénétrer dans de nouveaux domaines. La venue de l'ère de l'information présente, pour les femmes, des possibilités qu'elles n'ont jamais eues précédemment. Il appartient au gouvernement de faire en sorte que la formation et les possibilités d'emploi soient accordées de façon équitable afin que les Canadiens soient bien préparés à profiter de ces possibilités.

Le gouvernement a lancé un plan catégorique et clair qui consiste à consulter d'abord, à planifier puis à mettre en pratique. Je pense que c'est très différent de ce que faisait le gouvernement précédent, qui avait l'habitude de dépenser d'abord et de penser ensuite. Lorsque le moment sera venu, nous serons prêts, de ce côté-ci de la Chambre, à appuyer cette résolution.

• (1750)

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, je me réjouis de participer au débat sur la motion présentée par le député d'Ottawa-Vanier (M. Gauthier). Le chômage chez les jeunes et la capacité des gouvernements de veiller à ce que les jeunes Canadiens soient vraiment orientés vers des emplois valables, des emplois réels, constituent un sujet qui devrait intéresser au plus au point tous les députés.

Ces dernières années, j'ai été député à l'Assemblée législative de l'Ontario. En tant que tel, j'ai fait partie d'un groupe libéral de travail sur le chômage chez les jeunes qui a parcouru toute la province et qui a ensuite présenté un rapport à l'Assemblée législative sur les besoins des jeunes. L'une des constatations les plus décourageantes que nous ayons faites, c'est que des milliers d'emplois étaient vacants dans le secteur de la technologie de pointe, alors que près de 20 p. 100 de nos jeunes sont en chômage. Je crois que comme gouvernement et comme société nous trompons les jeunes si nous ne leur donnons pas la bonne information et la bonne orientation concernant les occasions d'emploi dans les domaines appropriés. Lors d'entrevues avec les jeunes des écoles secondaires surtout, nous